

MARCHÉ N°2025-01-CPAM57

Prestations de nettoyage des locaux et des vitreries de tous les sites de la CPAM de MOSELLE

Date limite de réception des plis : le Lundi 24 MARS 2025 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

POUVOIR ADJUDICATEUR/ACHETEUR

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE MOSELLE
27 rue des Messageries
CS 80001
57751 METZ CEDEX 9**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

La Directrice de la CPAM de MOSELLE : Mme Claire ABALAIN

SOMMAIRE

1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1. Mode de passation	4
2.2. Forme et étendue de la consultation	4
2.3. Allotissement	4
2.4. Lieu d'exécution.....	4
2.5. Durée de l'accord cadre et délais d'exécution.....	4
2.6. Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles	5
2.7. Clauses environnementales.....	5
3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
5 - CONDITIONS DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX CANDIDATS	6
6 - FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE.....	6
7 - DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS	6
8 - PRESENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES	7
9 - CANDIDATURE – CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
9.1. Conditions de participation.....	7
9.2. Dossier de candidature (par voie électronique exclusivement)	7
9.3 Examen des candidatures	9
9.4 Précisions sur la sous-traitance	9
9.4.1 Candidature sous forme de DUME.....	9
9.4.2 Candidature hors DUME.....	9
10 - OFFRE	10
11 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS	10
12 - EXAMEN DES OFFRES	10
12.1 Critères d'attribution des offres	10
12.2 Modalités d'examen des offres	11
13 - ATTRIBUTION DU MARCHE	12
Documents à fournir :	12
14 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
15 - VISITE DU SITE.....	13
16 - VOIES DE RECOURS	14

ANNEXE 1 - Transmission des candidatures et offres par voie dématérialisée

ANNEXE 2 - Signature électronique

PREAMBULE

Le présent règlement de la consultation a pour objet de définir les règles particulières que doivent respecter les candidats pour présenter leur candidature et leur offre.

Le non-respect des prescriptions obligatoires entraînera selon les cas le rejet de la candidature ou de l'offre.

1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux et des vitreries de l'ensemble des immeubles de la C.P.A.M. de MOSELLE.

Le marché porte sur des prestations de services.

Nomenclature CPV	Nomenclature complémentaire
90910000 : service de nettoyage	90919000 : service de nettoyage des bureaux 90911300 : service de nettoyage des vitres

La prestation attendue porte sur l'ensemble des planchers, des vitrages intérieurs, des bureaux, circulations des parties privatives, blocs sanitaires des parties privatives et prend en compte le vidage des poubelles des bureaux.

L'ensemble des prestations, décrites dans le CCTP, concernent :

- Le nettoyage des locaux,
- Le nettoyage des surfaces vitrées intérieures de l'ensemble des bâtiments et des surfaces vitrées extérieures des bâtiments,
- L'enlèvement des déchets,
- La fourniture des consommables pour les sanitaires
- Le service de conciergerie

La consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications, sont contenus dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP). Elles devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et aux cahiers des clauses techniques particulières. Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché. Le marché public porte sur des prestations de services.

Les fréquences minimales pour obtenir la qualité requise ne sont cependant constitutives, pour le Titulaire, que d'un engagement minimum, le marché étant, en effet, soumis à une obligation de résultat.

Au titre de cette obligation, le Titulaire s'engage à ce que tous les locaux concernés par le présent marché soient propres et exempts de toutes salissures. Il devra donc assurer toutes les tâches nécessaires au maintien de la propreté et de l'hygiène dans les locaux, même si celles-ci ne sont pas toutes explicitement mentionnées dans le CCTP.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité des différents organismes et qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.

La procédure d'assurance qualité permettra de garantir le bon accomplissement de l'objectif de résultats.

2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Mode de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

2.2. Forme et étendue de la consultation

La consultation vise à la conclusion d'un marché passé sous la forme d'un accord-cadre mixte mono-attributaire, déterminé dans tous ses éléments, au sens des articles R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché mixte de type forfaitaire pour les prestations récurrentes et de type accord-cadre exécuté à bons de commande pour les prestations ponctuelles définies dans les BPU.

Conformément aux dispositions de l'article R 2162-4 2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur sur toute la durée du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises, estimé à 2 400 000 € HT soit 2 880 000 € TTC.

2.3. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

2.4. Lieu d'exécution

Les prestations s'effectuent dans l'ensemble des locaux situés aux adresses suivantes :

- Site de METZ 23, 25, 27 & 29 rue des Messageries et 10, & 12 rue Jean Laurain, 57000 Metz
- Site de THIONVILLE - 2 allée Bel Air, 57100 Thionville
- Site de HAYANGE - 51 rue de Wendel, 57700 Hayange
- Site de SARREGUEMINES – 2 rue de l'école et 19 rue Alexandre Geiger, 57200 Sarreguemines
- Site de SARREBOURG - 13 Avenue du Général de Gaulle, 57400 Sarrebourg
- Site de FORBACH - 65 Avenue Saint Rémy, 57600 Forbach
- Centre d'Examens de Santé -14 rue Jean Laurain, 57000 Metz

L'annexe n°1 du C.C.T.P. « Description des surfaces » définit la liste détaillée des sites concernés.

2.5. Durée de l'accord cadre et délais d'exécution

Le présent marché est passé pour une période ferme d'un (1) an à compter **14 Juin 2025**.

Il pourra être reconduit trois (3) fois par reconduction tacite pour une période d'un (1) an selon les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois et prendra donc fin le 13 juin 2029.

Dans le cas d'une non-reconduction, la CPAM de MOSELLE notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 3 mois. L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de

validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

Entre la notification de l'accord-cadre et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire de l'accord-cadre procède à la mise en place des prestations, notamment à la reprise du personnel avec le titulaire sortant.

Le début d'exécution des prestations forfaitaires est prévu le 14 juin 2025.

2.6. Variantes et Prestations supplémentaires éventuelles

➤ **Variantes**

Conformément à l'article R.2151-8 du code de la commande publique :

- ☒ Les variantes ne sont pas autorisées
- ☐ Les variantes sont autorisées

➤ **Prestations Supplémentaires Eventuelles**

- ☒ Le présent marché ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.
- ☐ Le présent marché fait l'objet de prestations supplémentaires éventuelles

2.7. Clauses environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique, pour l'ensemble du marché, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Celles-ci sont précisées à l'article 10 du CCAP.

3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents de la consultation sont constitués de l'ensemble des documents et informations préparées par l'acheteur pour définir l'objet, les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché. Le présent dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) fourni aux candidats comprend :

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes 1 et 2 :
 - Annexe 1 de l'AE – Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF-tableaux A, B, C & D)
 - Annexe 2 de l'AE - Bordereau de Prix Unitaires à bons de commandes (BPU – tableaux 1, 2, 3 & 4)
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et son annexe :
 - Annexe 1 du CCAP- Masse salariale
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
 - Annexe 1 du CCTP - Description des surfaces
 - Annexe 2 du CCTP - Niveau de qualité par type de locaux
 - Annexe 3 du CCTP - Nature des surfaces par site
 - Annexe 4 du CCTP - Modèles Fiches de contrôles
 - Annexe 5 du CCTP - Dispositions particulières pour l'entretien des locaux du CES, des CSD et du service médical
 - Annexe 6 du CCTP – Fiche entretien des sols « FLOTEX »

- L'acte contractuel de confidentialité et son annexe
- Le règlement de consultation (RC).

4 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l'initiative de l'acheteur, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

5 - CONDITIONS DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX CANDIDATS

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les documents de la consultation sont en accès libre, gratuit, direct et complet.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, le candidat n'est pas dans l'obligation de s'identifier sur la plate-forme PLACE pour consulter et/ou retirer tout ou partie des documents et fichiers constituant le dossier de candidature.

Le candidat est prévenu qu'en cas de téléchargement anonyme, il renonce à recevoir directement par mails d'alertes les informations de modifications de la consultation.

C'est pourquoi il est recommandé au candidat de s'identifier lors du téléchargement des pièces du dossier de consultation, ce qui lui permettra de s'assurer d'être tenu informé par voie électronique des éventuels éléments complémentaires intervenants avant la clôture du délai limite de remise des plis.

6 - FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Pour cette consultation, les concurrents se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

Si l'attributaire du marché est un groupement, le titulaire du marché sera un groupement conjoint dont le mandataire sera solidaire en raison de la spécificité de l'opération et afin de garantir sa bonne exécution.

Conformément à l'article R 2142-26 du code de la commande publique, Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

7 - DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

8 - PRESENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

Les propositions doivent être obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros. Si des documents en langue étrangère sont fournis, ceux-ci devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

9 - CANDIDATURE – CONDITIONS DE PARTICIPATION

9.1. Conditions de participation

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations.

L'acheteur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Les candidatures seront appréciées et examinées au regard des capacités techniques, financières et professionnelles indiquées par les candidats.

Avant de procéder à l'analyse des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous ; ce délai ne saurait être supérieur à 5 jours.

Au regard des documents demandés, les candidats ne disposant pas des capacités techniques, financières et professionnelles suffisantes, ne verront pas leur offre analysée.

9.2. Dossier de candidature (par voie électronique exclusivement)

Le dossier de candidature devra contenir les éléments indiqués ci-dessous :

❖ Au titre de leur capacité juridique

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11, R.2143-3 et R.2143-9 du code de la commande publique :

- **DC1** - Lettre de candidature (DC1 dernière version recommandée) ;
- **DC2** - Déclaration du candidat ;
- Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat dans le cadre de la consultation ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en **redressement judiciaire** ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et 45 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique 48 et qu'il est en règle au regard du respect des articles L. 5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article R.2344-2 du code de la commande publique).

Les formulaires DC 1 et DC 2 sont disponibles gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Soit par DUME :

Les formulaires (DC 1 et DC 2), peuvent être remplacés par le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Le e-Dume est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat. Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
- d'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),
- d'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.
- récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.
- sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

Le candidat peut notamment créer son e-Dume via le portail web disponible sur Chorus Pro ou encore sur le site de l'Union européenne à l'adresse <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

❖ Au titre de leur capacité professionnelle, technique et financière

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-1 à 14 du code de la commande publique.

- Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** et le **chiffre d'affaires** concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des **trois derniers exercices** disponibles ;
- Déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Certificats de qualifications professionnelles** ou preuve de la capacité du candidat par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- **Certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques.** Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés ;
- Une **attestation d'assurance responsabilité civile**

ATTENTION

1/ Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le maître d'ouvrage. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique, même pour les sociétés d'un même groupe.

2/ Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés par l'acheteur, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

3/ Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Pour justifier les capacités professionnelles techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par l'acheteur à l'article 3.2 du présent règlement de la consultation.

Pour tout candidat étranger, membre d'un autre pays de la Communauté Européenne, les certificats demandés devront correspondre aux impôts et taxes des administrations et autres organismes du pays. Les traductions certifiées correspondantes devront être fournies.

9.3 Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

9.4 Précisions sur la sous-traitance

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, il fournit à l'acheteur une déclaration (ou formulaire DC4 obtenu gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) mentionnant :

- (a) la nature des prestations sous-traitées ;
- (b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- (c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- (d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- (e) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

9.4.1 Candidature sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

9.4.2 Candidature hors DUME

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

10 - OFFRE

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- Un **Acte d'Engagement (AE)** complété et ses annexes :
 - **Annexe 1 de l'AE** – Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF - tableaux A, B, C & D) complété, daté et signé,
 - **Annexe 2 de l'AE** - Bordereau de prix unitaire (BPU – tableaux 1, 2, 3 & 4) complété, daté et signé,
- Le **Cadre de Réponse Technique (CRT)** complété et à retourner au format xls,
- L'**acte contractuel de confidentialité** et son annexe à compléter, à dater et à signer
- Toutes justifications nécessaires pour expliciter l'offre

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer électroniquement leur offre au moment du dépôt.

A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. L'attributaire recevra alors un courriel lui demandant de matérialiser son offre. Les candidats s'engagent à ce que la personne physique habilitée à engager la société signe les exemplaires re-matérialisés sans procéder à la moindre modification de ceux-ci.

A noter : Afin de faciliter l'analyse des offres, le soumissionnaire joindra également à son offre les annexes 1 et 2 de l'AE sous format xls.

11 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

Les candidats devront remettre leur pli avant le : **Lundi 24 Mars 2025 à 12h00.**

Le dossier est constitué par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les mêmes éléments que ceux énumérés aux articles 9 et 10 du présent Règlement de Consultation.

Les offres dématérialisées doivent être adressées par voie électronique sur la plate-forme PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Recommandations sur le format de transmission :

Les documents numériques sont en version librement exploitable, c'est-à-dire en version « xls » ou équivalent et non en version « pdf ».

Les modalités de transmission des offres sont détaillées à l'annexe 1 du présent document.

12 - EXAMEN DES OFFRES

12.1 Critères d'attribution des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée au regard des critères pondérés suivants, énumérés par ordre de priorité décroissant :

CRITERE 1 – VALEUR TECHNIQUE DE L’OFFRE : 60 POINTS analysé sur la base du Cadre de Réponse Technique et apprécié selon les <u>sous-critères suivants</u> :	
<ul style="list-style-type: none"> • <u>SOUS-CRITÈRE 1</u> ORGANISATION GÉNÉRALE POUR L’EXÉCUTION ET LE SUIVI DU MARCHÉ : 20 POINTS 	
Relation client : Outils et les méthodes d'échange avec les organismes, Circuit de traitement d'une réclamation, Délai de traitement des réclamations, méthode et réactivité face aux demandes de prestations à la demande	<i>10 Points</i>
Suivi qualité : Présentation de la politique interne qualité (autocontrôle, outils de contrôle, taux de suivi...), Analyse des dysfonctionnements et les procédures de mesures correctives, Gestion du personnel en place (continuité d'activité) et les mesures prévues pour assurer la santé, l'hygiène et la sécurité du personnel et les actions de formation	<i>10 Points</i>
<ul style="list-style-type: none"> • <u>SOUS-CRITÈRE 2</u> MOYENS HUMAINS ET TECHNIQUES AFFECTÉS À LA PRESTATION : 30 POINTS 	
Pertinence de la dotation en personnel : Qualification, constitution, rôle et missions de l'équipe d'encadrement (avec Taux d'encadrement) et de l'équipe d'intervention (œuvrant), bilan des heures affecté à la réalisation des prestations	<i>15 Points</i>
Moyens techniques (matériels, produits, consommables) affectés à la prestation, avec la politique de maintenance et la gestion des stocks	<i>15 Points</i>
<ul style="list-style-type: none"> • <u>SOUS-CRITÈRE 3</u> PERFORMANCE DEVELOPPEMENT DURABLE : 10 POINTS 	
Éléments sociétaux et sociaux : sera jugée notamment, la démarche d'insertion professionnelle des personnes en difficulté, la politique en matière de troubles musculo-squelettiques	<i>5 Points</i>
Éléments écologiques : proportion de produits répondants à la Certification Ecolabel européen ou Ecocert ou équivalent, présence de produits biodégradables, méthodes de recyclage et de réduction/gestion des déchets, techniques de nettoyage s'inscrivant dans une démarche de protection de l'environnement	<i>5 Points</i>
CRITERE 2 - PRIX : 40 POINTS apprécié sur la base du prix global forfaitaire annuel (montant reporté à l'acte d'engagement) → Pour ce critère prix, le nombre de points affecté à un candidat (POINT cand) est calculé selon la formule suivante : $POINTS\ cand = 40 \times PRIXmin / PRIXcand$	

12.2 Modalités d'examen des offres

Il est procédé à l'examen des offres de tous les candidats dont l'offre est parvenue dans les délais. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

En cas de discordance entre la décomposition du prix forfaitaire et l'acte d'engagement (AE)/Attri1, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix forfaitaire, le candidat sera invité à rectifier ou à compléter cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire proposé dans l'Acte d'Engagement/Attri1.

En cas de non-acceptation des redressements demandés au candidat, son offre sera éliminée. En aucun cas, des redressements de détails de prix de la décomposition forfaitaire ne conduiront à augmenter le prix global de l'offre initiale.

Les offres recevables sont classées par application des critères de sélection des offres et leur pondération définis ci-avant.

L'opérateur économique dont l'offre est classée première est désigné attributaire provisoire.

Il deviendra attributaire définitif après avoir fourni les documents mentionnés à l'article 16 du présent Règlement de la Consultation.

13 - ATTRIBUTION DU MARCHE

Documents à fournir :

Par application des articles R2143-6 à 12 et R2143-16 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 8 jours à compter de la demande notifiée par l'acheteur :

- **Un état annuel des certificats reçus** (formulaire NOTI1), signé de la *Trésorerie Générale* ou **Cerfa n°3666**.
- **Une attestation de fourniture de déclarations sociales** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (article D8222-5 du code du travail).

Depuis le 1^{er} novembre 2021 le K-Bis n'est plus exigé des candidats. Ils doivent à la place transmettre leur numéro unique d'identification, le Siren, grâce auquel l'organisme peut recueillir lui-même les informations nécessaires.

L'acheteur doit se connecter sur le site <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

Le Kbis peut cependant toujours être demandé « lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, une administration chargée de traiter une demande ou une déclaration ne peut accéder, par l'intermédiaire [du] système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification ».

- **Dans le cas où** il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (article D8222-5 du code du travail).
- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le candidat verra son offre rejetée.

En ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents conformément aux articles R2143-6 à 12 et R2143-16 du code de la commande publique au profit de l'offre du candidat arrivant en 2^e position et ainsi de suite.

14 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour l'établissement de leur dossier de candidature, les candidats devront formuler leur demande directement sur la plate-forme de dématérialisation PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en suivant la procédure suivante :

- ✓ Identifiez-vous sur le site.
- ✓ Cliquez sur l'intitulé correspondant à la procédure.
- ✓ Cliquez sur l'icône « questions / réponses ».
- ✓ Posez vos questions.

Pour être destinataire de l'ensemble des questions/réponses, il est indispensable d'avoir téléchargé l'intégralité du DCE à l'adresse mentionnée ci-dessus. La demande et la réponse seront consultables sur le site, par l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE.

Dans tous les cas les candidats devront faire parvenir leur demande au moins 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats.

15 - VISITE DU SITE

Afin d'évaluer objectivement les difficultés et particularités des sites, une visite de ceux-ci est recommandée mais non obligatoire.

La visite du site ou l'absence de visite ne confèrera aucun avantage ni désavantage au soumissionnaire lors du jugement des offres.

Afin d'organiser les visites, les candidats sont priés de prendre rendez-vous préalablement auprès de M. Philippe CHARBONNEL à l'adresse suivante :

philippe.charbonnel@assurance-maladie.fr

avec copie à : managers.dbom.cpam-moselle@assurance-maladie.fr

et à : commandes_ga.cpam-moselle@assurance-maladie.fr

Les candidats préciseront le nom (la fonction, l'adresse mail et le téléphone portable) des personnes qui seront présentes.

Les dates proposées sont les suivantes :

- Site de METZ : le 03-03-2025 à 9 h
- Site de FORBACH : le 04-03-2025 à 9 h
- Site de SARREGUEMINES : le 04-03-2025 à 11 h
- Site de SARREBOURG : le 05-03-2025 à 10 h
- Site de THIONVILLE : le 06-03-2025 à 9 h
- Site de HAYANGE : le 06-03-2025 à 11 h

16 - VOIES DE RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal Judiciaire de METZ – 3 rue Haute Pierre, accueil, 57036 METZ

Courrier électronique : accueil-metz@justice.fr

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 8h30 à 11h45 et de 13h30 à 16h30

Téléphone : 03 87 56 75 00

Télécopie : 03 87 56 75 15

Les candidats disposent de la possibilité d'introduire un référé précontractuel et un référé contractuel à l'encontre de la présente procédure dans les conditions prévues à l'article 1441-1 et suivants du Code de procédure civile et de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

ANNEXE 1 - Transmission des candidatures et offres par voie dématérialisée

Avis important : le document ci-après n'est communiqué qu'à titre purement informatif. En conséquence, il n'est pas de caractère à dispenser le candidat de s'informer par ses propres moyens.

Les candidatures et offres électroniques doivent être déposées sur le site internet précité avant la date et heure limite de dépôt des offres fixées au présent règlement.

Les dossiers qui parviendront après le délai fixé par le présent règlement ne seront pas examinés.

Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenu.

La transmission électronique se fait par l'envoi d'un seul dossier contenant la candidature et l'offre.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit désigner la personne habilitée afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme de dématérialisation de la CPAM de MOSELLE : PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Ils doivent déposer les fichiers dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse consacrée à cette consultation sur la plate-forme de dématérialisation de la CPAM de MOSELLE et qui ne pourra être tenu pour responsable des dommages, troubles directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de la dématérialisation des procédures.

Afin d'optimiser la transmission électronique des offres sur le profil d'acheteur de la CPAM de MOSELLE, il est suggéré aux candidats :

- de ne pas attendre la date limite de remise des offres pour effectuer le dépôt de leur offre,
- d'envoyer, par précaution, une copie de sauvegarde de leur offre, dans les conditions définies ci-après.

Modalités de dépôt d'une réponse électronique

Les candidats se référeront au Manuel Entreprises mis à disposition sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde est une copie du pli unique destinée à se substituer, en cas d'anomalie, du pli transmis par voie électronique au pouvoir adjudicateur.

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent faire parvenir à la CPAM de MOSELLE une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB...) ou bien sur support papier. Si elle est transmise sur support physique électronique, les documents figurant sur ce support doivent être revêtus de la signature électronique (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie, est transmise sous pli scellé et par voie postale et comporte obligatoirement la mention : **« copie de sauvegarde »**.

Elle est transmise à l'adresse suivante :

CPAM de MOSELLE, Service BOMM, 10 rue Jean Laurain, 57000 METZ CEDEX

Ou par dépôt au service BOMM, du lundi au Jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 15h30
et le Vendredi du 9h00 à 12h00.

Le pli devra comporter les mentions suivantes :

« NE PAS OUVRIR »

Marché n°2025-01-CPAM57

PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX ET DES VITRERIES
DE TOUS LES SITES DE LA CPAM DE MOSELLE

« COPIE DE SAUVEGARDE »

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, cette copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à la CPAM de MOSELLE dans le délai prescrit pour le dépôt des offres et dans les deux cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Assistance du dépôt électronique

Les candidats disposent sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des offres.

Les prérequis techniques, les conditions générales d'utilisation ainsi que le manuel d'utilisation sont disponibles sur ledit site.

De plus, pour toute demande d'assistance technique, questions ou problèmes rencontrés, les candidats peuvent contacter les conseillers techniques du site.

Recommandations sur le format de transmission

Les éléments relatifs à la candidature et à l'offre sont présentés sous forme de fichiers distincts, dont la dénomination – ou nom de fichier – permet clairement de déterminer, pour chaque fichier, s'il est relatif à la candidature ou à l'offre du candidat.

A titre d'exemple, les fichiers peuvent être nommés de la manière suivante : "Société_candidature_NomFichier.Ext" pour un fichier relatif à la candidature de l'opérateur économique, ou "Societe_offre_NomFichier.Ext", pour un fichier relatif à l'offre de l'opérateur économique.

Dans ces exemples, "Société" = nom de la société candidate (ou du mandataire du groupement) ; "NomFichier" = nom du document (ex. : "DC 1", "Annexe_Technique", etc.) ; ". Ext" = une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme.

Les fichiers sont transmis dans l'un des formats suivants supporté par la plateforme de dématérialisation : zip, doc, xls, pdf, dwg, dxf, ppt. Le candidat est invité à ne pas utiliser les « macros ».

Dans l'hypothèse où le candidat prévoit d'insérer dans sa transmission électronique, des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, il doit prévoir leur numérisation avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

Conformément à la directive européenne 199/93CE, au décret n°2001-271 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 et 1316-4 du Code civil, lorsque leur signature est requise, les documents constitutifs de la candidature ou de l'offre du candidat, transmis par voie électronique sont signés électroniquement, selon les modalités prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

- ***Pour les certificats de signature émis à compter du 01 octobre 2018***

1er cas : Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement (UE) n°910/2014 du parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur « eIDAS »

2ème cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement « eIDAS »

- ***Pour les certificats de signature émis avant le 01 octobre 2018***

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Par conséquent, les certificats de signature conforme au RGS ou équivalent émis avant le 01 octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité. Lesdits certificats doivent respecter les exigences ci-dessous

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://references.modernisation.gouv.fr/la-trust-service-status-list-tsl>

- https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé, l'annexe 1 (« exigences applicables aux certificats qualifiés de signature électronique ») du règlement européen n° 910/2014 du Parlement européen et du conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32014R0910>)

Justificatifs de conformité à produire → Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

A défaut de signature électronique valide sur les documents constitutifs de l'offre dont la signature est requise, l'offre du candidat sera rejetée.

L'acquisition, l'installation et l'exploitation d'une signature électronique et d'un certificat d'authentification sont à la charge intégrale et exclusive du candidat.

ATTENTION : l'obtention d'un certificat peut nécessiter un certain délai qui doit être pris en compte pour remettre une offre dans les délais impartis. Aucun allongement du délai de remise des candidatures et des offres n'est autorisé pour cette raison.